

Transferts de fonds, stabilité politique et croissance économique dans les pays de l'ex URSS

Florent Deisting, Charlotte Fontan Sers, Farid Makhlouf

► **To cite this version:**

Florent Deisting, Charlotte Fontan Sers, Farid Makhlouf. Transferts de fonds, stabilité politique et croissance économique dans les pays de l'ex URSS. 2015. hal-01885144

HAL Id: hal-01885144

<https://hal-univ-pau.archives-ouvertes.fr/hal-01885144>

Preprint submitted on 1 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



**Centre d'Analyse Théorique et de
Traitement des données économiques**

**CATT WP No. 9
April 2015**

**TRANSFERTS DE FONDS,
STABILITE POLITIQUE ET
CROISSANCE ECONOMIQUE
DANS LES PAYS DE L'EX-URSS**

Florent DEISTING
Charlotte FONTAN SERS
Farid MAKHLOUF

Transferts de fonds, stabilité politique et croissance économique dans les pays de l'ex URSS

DEISTING Florent

Florent.deisting@esc-pau.fr

Institut de Recherche en Management et Pratiques d'Entreprise (IRMAPE) - ESC PAU, France
Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques -
Université de Pau et des Pays de l'Adour (CATT-UPPA)

FONTAN SERS Charlotte

Charlotte.sers@esc-pau.fr

Institut de Recherche en Management et Pratiques d'Entreprise (IRMAPE)
ESC PAU, France

MAKHLOUF Farid

FARID.MAKHLOUF@esc-pau.fr

Institut de Recherche en Management et Pratiques d'Entreprise (IRMAPE) - ESC PAU, France
Centre d'Analyse Théorique et de Traitement des données économiques -
Université de Pau et des Pays de l'Adour (CATT-UPPA)

Résumé

Cet article analyse la relation empirique entre les transferts de fonds et la croissance économique dans les pays en transition se situant au sein de l'ancien bloc soviétique. Il cherche également à mesurer si l'effet des transferts de fonds est plus efficace dans les pays où la stabilité politique est plus présente, en utilisant la méthode des moindres carrés généralisés pour des données de panel, afin de contrôler l'hétéroscédasticité et la corrélation sérielle. Les résultats montrent principalement que les transferts de fonds ont un impact négatif sur la croissance et que ce dernier dépend de la stabilité politique des pays concernés.

Mots clés : Transferts de fonds ; Stabilité politique ; Croissance économique; FGLS ; Pays ex URSS

JEL: F22, F43, O16

Abstract

This paper examines the empirical relationship between remittances and economic growth in post-Soviet states, and the role that political stability plays in this context. Using Feasible Generalized Least Squares to tackle group heteroskedasticity and serial correlation in panels, we find that remittances have a significant negative correlation with the receiving countries' economic progress. Besides, this relationship is contingent upon the political stability the country enjoys.

Keywords: Remittances; Political Stability; Economic Growth; General FGLS; Post-Soviet States

JEL: F22, F43, O16

Introduction

Dans le monde, les transferts de fonds ont atteint 581 milliards de dollars en 2014 (World Bank, 2014). Les transferts de fonds sont considérés comme le plus important flux financier vers les pays en développement après les investissements directs étrangers (IDE) (Ratha, 2013). Il est reconnu aujourd'hui qu'ils jouent un rôle financier très important dans les pays en développement. L'implication des gouvernements de certains pays en développement, dans la gestion des affaires migratoires, peut dynamiser les transferts de fonds.

Des enquêtes théoriques et empiriques sur l'impact économique des transferts de fonds ont produit des résultats différents. Du côté positif, les envois de fonds contribuent à la réduction de la pauvreté et, dans certains cas, à fournir des capitaux pour financer les placements des ménages et l'épargne (Chami *et al* 2003 ; World Bank, 2006 ; IMF, 2005). Pour un certain nombre de pays, les transferts de fonds ont impacté la croissance économique, en augmentant le revenu national disponible. En effet, les transferts de fonds peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des familles bénéficiaires. Ils peuvent se substituer aux mécanismes d'assurance traditionnels dans les pays qui n'ont pas de systèmes d'assurances suffisamment performants. Ils peuvent également jouer un rôle non négligeable dans la santé et l'éducation des enfants. Par exemple, Lopez-Cordova (2004) a associé la baisse de la mortalité infantile à une augmentation des transferts de fonds au Mexique. Les transferts de fonds contribuent aussi positivement à l'inscription des enfants à l'école et à la baisse du travail des enfants (Dessy et Rambeloma, 2009 ; Mughal et Makhlouf, 2013). Dans la même idée, Medina et Cardona (2010) trouvent que les ménages colombiens bénéficiaires des transferts de fonds dépensent 10% de plus dans l'éducation que les non bénéficiaires. Dans une étude sur la région de Souss-Massa au Maroc, Bouoiyour et Miftah (2013) montrent que les transferts de fonds diminuent le travail des enfants et réduisent la probabilité de décrochage scolaire. Les transferts de fonds dans de nombreux pays en développement

permettent de financer le développement local. In hoc sensu, il est démontré que les transferts de fonds réduisent la pauvreté (Adams *et al.*, 2008 ; Adams et Page, 2005 ; Quartey et Blanson, 2004).

Les transferts de fonds ont alors un impact positif sur la croissance économique, que ce soit par le biais de la consommation, de l'épargne ou de l'investissement. Lucas (2005) cite plusieurs études qui montrent que les transferts de fonds ont pu servir à accélérer les investissements au Maroc, au Pakistan et en Inde. Glytsos (2002) modélise les effets directs et indirects des transferts sur le revenu et par conséquent sur l'investissement dans sept pays de la Méditerranée et conclut que les investissements augmentent avec les transferts de fonds dans six des sept pays. En outre, les travaux de Léon-Ledesma et Piracha (2004) pour les onze pays en transition d'Europe au cours de la période 1990-1999 montrent que les transferts de fonds ont un effet positif directement et indirectement par le biais de l'investissement sur la productivité et l'emploi. Enfin, une étude par Banaian et Roberts (2004) sur les transferts de fonds en Arménie concluent que dans l'ensemble, la propension à épargner sur un revenu issu de transferts de fonds est élevée (près de 40 %).

Cependant, certaines analyses ont montré que les transferts de fonds peuvent avoir une incidence négative sur la croissance économique à moyen et long terme (Chami *et al.*, 2003). En effet, les transferts de fonds peuvent alimenter l'inflation, désavantager le secteur des biens échangeables par une appréciation du taux de change réel, et réduire le taux de participation au marché du travail des ménages recevant des revenus des migrants. En outre, sur le plan politique, la contribution des transferts de fonds à la croissance et à la réduction de la pauvreté pourrait diminuer l'engagement des pouvoirs publics dans des réformes structurelles indispensables. Ainsi certaines études soulignent que les transferts de fonds aggravent les inégalités. Rodriguez (1998) observe que les transferts de fonds approfondissent

les inégalités aux Philippines. Adams (1991) remarque, dans le cas de l’Egypte, le même phénomène, de même pour Mughal et Diawara (2011) dans le cas du Pakistan.

Il existe au moins deux justifications concernant les effets négatifs des transferts de fonds sur la croissance. L’une est la possibilité que les pays puissent faire face à une situation similaire au Syndrome Hollandais où l’afflux de revenus de migrants provoque une appréciation réelle du taux de change (Montiel, 2006 ; Acosta *et al.*, 2007). Cela a un effet négatif sur les exportations et donc éventuellement sur la production et l’emploi. La seconde explication se rapporte à l’argument avancé par Chami *et al.* (2003) selon lequel les revenus des transferts de fonds peuvent entraîner une situation d’aléa moral, permettant aux familles des migrants de réduire leur offre de travail.

Cet article cherche à compléter les études empiriques sur la relation entre les transferts de fonds et la croissance. En effet, les travaux empiriques précédents (non exhaustifs) suggèrent que la relation entre les transferts de fonds et la croissance peut être incertaine et contradictoire. Une partie de ces résultats pourrait provenir d’une omission dans la sélection des variables (De Haas, 2005).

Nous suggérons ici que pour améliorer le développement à long terme des transferts de fonds, il convient de mettre en œuvre un cadre économique et institutionnel adéquat (World Bank, 2007). Des arguments forts sont avancés dans ce sens, basés sur les analyses de Acemoglu *et al* (2001), Knack et Keefer (1995) et La Porta *et al.* (1997) par exemple.

Nous proposons d’étudier la sensibilité des transferts de fonds à la définition d’un cadre favorisant la mise en place d’un environnement commercial ou juridique propice aux investissements, la sécurisation du secteur financier et la qualité des services publics (éducation, santé, etc.). Ces politiques doivent permettre l’épargne et l’investissement pour que les ménages qui disposent de revenu supplémentaire puissent épargner et investir. On

peut noter que les politiques nécessaires à la convergence réelle entre les pays en développement et les pays développés sont aussi celles qui peuvent accroître l'impact des transferts de fonds sur la croissance. Nous allons donc tester l'hypothèse selon laquelle ces politiques conditionnent la relation entre les transferts de fonds et la croissance économique.

Il existe des travaux empiriques qui suggèrent que les institutions influencent le rôle que jouent les transferts de fonds sur la croissance à long terme. Faini (2002) trouve une relation positive entre les transferts de fonds et la croissance. Il interprète ce coefficient positif comme étant le résultat de l'orientation politique mise en place, à savoir un environnement politique sain, le renforcement des infrastructures sociales et productives. Par ailleurs, Ratha (2013) constate qu'entre 1996 et 2000, les revenus reçus représentaient en moyenne 0.5% du PIB dans les pays ayant un haut niveau de corruption et 1.9% pour les pays avec un faible niveau de corruption. Cette étude permet d'informer sur l'effet de la corruption sur le niveau de revenu issu des transferts de fonds.

Dans notre étude nous allons nous focaliser sur l'analyse de cette relation dans les pays en transition se situant au sein de l'ancien bloc soviétique¹. Cela se justifie par le fait que, par définition, le processus de transition de ces pays s'opère sur les institutions. Parmi ces pays, 3 font partie de l'Union européenne (Estonie/Lettonie et Lituanie) et les autres se sont regroupés sous la Communauté des Etats indépendants (CEI), où la Russie conserve un rôle prédominant². La crise actuelle en Ukraine, née du refus de Kiev de signer un partenariat privilégié avec l'UE en novembre 2013, illustre bien que les pays de l'ex URSS sont souvent encore tiraillés entre la volonté de privilégier les relations (notamment commerciales) avec la

¹ Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Estonie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Lituanie, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine. Selon le classement de la Banque mondiale (site WorldBank, données de 2014), le Kirghizistan et le Tadjikistan sont les deux seuls pays à faire partie des pays à revenu faible. L'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, le Kazakhstan, la Moldavie, l'Ouzbékistan, le Turkménistan et l'Ukraine font partie des pays à revenus intermédiaires. Enfin, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Russie font partie des pays à revenus élevés.

² L'Ukraine a affirmé en mars 2014 sa volonté de quitter la CEI.

Russie et celle des opposants au régime russe, préférant un rapprochement avec l'Union européenne.

Dans une première partie seront introduits des éléments généraux sur les migrations, les transferts de fonds et les institutions au sein des pays étudiés. Ensuite, nous réaliserons une application économétrique afin notamment de voir l'impact des transferts de fonds sur la croissance et d'étudier le rôle joué par les institutions³.

I- Faits stylisés

L'analyse descriptive effectuée dans la partie 1 montre que la majorité des émigrés de notre échantillon partent vivre en Russie. Ainsi, nous verrons que les transferts de fonds de la région proviennent dans une grande majorité de la Russie (Données de la Banque mondiale en 2015). La Russie occupe le deuxième rang mondial, derrière les Etats-Unis, en ce qui concerne le nombre de migrants étrangers (environ 14 millions en 2012). Mais ce pays connaît également depuis quelques temps une succession de manifestations à titre xénophobe (Avril, 2013).

Dans cette partie nous ferons le point sur les migrations, les transferts de fonds et la qualité des institutions au sein des pays de l'ex URSS.

I.1. Migrations dans les pays de l'ex URSS

Au sein de l'URSS, l'essentiel des migrations était interne et les frontières soviétiques étaient très fermées. Avec l'éclatement de l'URSS, un premier grand phénomène migratoire a eu lieu avec le retour de russes dans leur pays d'origine. En effet, de nombreux russes vivaient dans les autres pays de l'URSS avant 1991 (Korobkov et Zaïontchkovskaïa, 2004). De plus, après 1992, des conflits ont éclaté dans plusieurs républiques d'ex URSS (comme en Géorgie,

³ Nous verrons dans la partie empirique que pour mesurer la qualité des institutions nous avons retenu l'indicateur de stabilité politique.

en Azerbaïdjan ou au Tadjikistan), ce qui a poussé une partie de la population de ces pays à fuir. Le tableau 1 reprend des éléments sur la population migrante au sein des pays de l'ex URSS.

Tableau 1: Nombre d'émigrés et zone de destination principale en 2010

	Nombre d'émigrés	Part d'émigrés allant en Russie	Part d'émigrés allant dans autres pays d'ex URSS	Russie+URSS
Armenia	870 458	56,65%	15,83%	72,49%
Azerbaijan	1 433 513	60,47%	22,43%	82,90%
Belarus	1 765 877	54,29%	22,22%	76,51%
Estonia	169 213	40,81%	3,07%	43,88%
Georgia	1 058 300	60,89%	15,34%	76,23%
Kazakhstan	3 719 766	71,20%	13,19%	84,38%
Kyrgyz Republic	621 076	76,46%	6,85%	83,31%
Latvia	275 177	38,17%	3,89%	42,06%
Lithuania	429 016	20,58%	4,60%	25,19%
Moldova	770 528	36,90%	23,96%	60,86%
Russian Federation	11 034 681		73,25%	73,25%
Tajikistan	791 618	49,58%	35,88%	85,45%
Turkménistan	260 953	68,80%	11,72%	80,53%
Ukraine	6 525 145	55,90%	10,76%	66,65%
Uzbekistan	1 954 460	48,12%	33,82%	81,94%

Source : auteurs, d'après les calculs sur la base de données de la Banque mondiale.

Au total plus de 31 millions de personnes ont migré de leurs pays en 2010.⁴ La Russie, l'Ukraine et le Kazakhstan sont les trois pays qui, en 2010, connaissent le nombre le plus élevé d'émigrés. On peut noter qu'en moyenne 52,8% des émigrés de l'ensemble des pays d'ex URSS (hors Russie) partent s'installer en Russie. Il existe de façon générale un lien encore très fort entre les anciens pays du bloc soviétique : ainsi, au Kazakhstan, 84,38% des émigrés partent en Russie ou au sein d'un autre pays de l'ex URSS. En moyenne, 69,04% des personnes de notre échantillon vivant hors de leurs frontières en 2010 restent dans l'ancien bloc soviétique.

⁴ Nous ne disposons pas de données plus récentes pour les migrations internationales.

Trois pays se démarquent ici : l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie où les migrants partent en grande majorité vers les pays européens. L'influence de la Russie au sein de ces pays semble ainsi moins forte.

De façon générale, les phénomènes migratoires sont justifiés par des raisons économiques (faibles revenus, pauvreté, niveau d'éducation non satisfaisant), démographiques (trop de main d'œuvre), politiques (corruption, non respect des droits de l'homme), sociales ou culturelles (discrimination selon l'appartenance à une ethnie, à une religion...). La Banque mondiale a étudié de façon plus précise les pays de l'Est et ceux de l'ex URSS (World Bank, 2006), et il en ressort qu'au début des années 90, ce sont essentiellement des facteurs sociaux et culturels qui prédominaient avec un retour plus marqué de la diaspora de ces différents pays (« diaspora migration »). Mais, depuis, les migrations au sein des pays étudiés sont surtout liées à des motifs économiques (WorldBank, 2006).

Au sein des pays de l'Union européenne (donc ici Estonie, Lettonie et Lituanie), il existe la libre circulation des personnes pour les pays membres. Mais chaque pays membre a sa propre politique en matière d'immigration (Organisation internationale pour les migrations, 2009). Certains aspects de la migration ne sont pas réglementés par le droit communautaire comme les conditions pour délivrer un titre de séjour, ou les lois sur l'immigration au travail.

Si l'on s'intéresse plus particulièrement à la législation de la Russie par rapport à l'immigration en provenance des autres pays de la CEI, il existe des accords de visa gratuit entre la Russie et les pays de l'ex URSS (visa free agreements, World Bank, 2013, p.16)⁵. De plus, la Russie a mis en place des processus de coopération bilatéraux avec les pays membres de la CEI. L'idée est d'encadrer les activités de travail des migrants ainsi que leur protection

⁵ Suite aux récents événements, l'Ukraine a décidé d'établir des visas pour les russes ce qui pourrait avoir des conséquences sur la législation des migrations entre la Russie et l'Ukraine.

sociale. Ces accords bilatéraux s'inscrivent dans le cadre de l' « Agreement on cooperation in the field of labor migration and the social protection of migrant workers » accepté en 1994 par tous les pays membres de la CEI (WorldBank, 2006). Depuis le début de l'année 2015, les immigrants souhaitant vivre et travailler en Russie doivent passer une épreuve de langue russe, d'histoire et du droit du pays afin d'obtenir un visa de travail.

I.2. Transferts de fonds par pays

Le tableau 2 met en exergue le niveau de transferts de fonds en valeur et par rapport au PIB. L'information la plus pertinente concerne ici la représentation des transferts de fonds par rapport au PIB. Ainsi, quatre pays se démarquent avec une contribution des transferts de fonds particulièrement importante par rapport à leur croissance : le Tadjikistan (42,1% du PIB), le Kirghizistan (31,5%), la Moldavie (24,9%) et l'Arménie (21%). On constate à partir des données mondiales (Worldbank, 2014) que le Tadjikistan et le Kirghizistan sont les deux premiers pays au niveau mondial en tenant compte du niveau de leurs transferts de fonds par rapport à leur croissance. L'économie de ces pays semble donc fortement dépendante de l'argent envoyé par les travailleurs migrants. A noter que ces pays sont les deux seuls pays de l'ex URSS à être classés parmi ceux disposant d'un revenu faible par la Banque mondiale.

Tableau 2 : Transferts de fonds (en valeur et en pourcentage du PIB) en 2013 et 2014⁶

	Transferts de fonds en 2013 (en millions de dollars)	Transferts de fonds estimés en 2014 (en millions de dollars)	Part des transferts de fonds (en % du PIB) ⁷
Arménie	2 193	2 708	21%
Azerbaïdjan	1 733	1 862	2,4%
Biélorussie	1 150	1 194	1,6%
Estonie	429	465	1,8%
Georgie	1 945	2 210	12,1%
Kazakhstan	207	255	0,1%
Kirghizstan	2 278	2 370	31,5%
Lettonie	762	839	2,5%
Lituanie	2 060	2 973	4,5%
Moldavie	1 976	1 956	24,9%
Russie	6 751	7 326	0,3%
Tadjikistan	3 582	3 582	42,1%
Ukraine	9 667	9 000	5,4%

Source : d'après les données de la Banque mondiale

Tableau 3 : Provenance des transferts de fonds en 2012⁸

	Part des transferts de fonds provenant de Russie (en %)	Part des transferts de fonds provenant des autres pays d'ex URSS (en %)	Part des transferts de fonds provenant de pays européens (en %)	Part des transferts de fonds provenant d'autres pays (en %)
Arménie	57%	13,73%	7,87%	21,40%
Azerbaïdjan	62%	20,01%	6,32%	11,67%
Biélorussie	55%	7,76%	3,33%	33,91%
Estonie	39%	3,04%	33,48%	24%
Georgie	63%	13,20%	9,33%	14,47%
Kazakhstan	72%	11,74%	2,47%	13,79%
Kirghizstan	79%	5,24%	2,72%	13,04%
Lettonie	37%	3,55%	31,29%	28,16%
Lituanie	20%	4,47%	58,62%	16,91%
Moldavie	38%	19,88%	26,83%	15,29%
Russie		72,41%	6,65%	20,94%
Tadjikistan	58%	27,86%	0,37%	13,77%
Ukraine	56%	9,58%	15,25%	19,17%

Source : auteurs, d'après les calculs sur la base de données de la Banque mondiale (Bilateral Remittance Matrix 2012).

⁶ Nous ne disposons pas de données pour le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

⁷ En tenant compte des données de 2013.

⁸ Il n'existe pas de données plus récentes pour l'origine des transferts de fonds.

D'après le tableau 3, on constate que la plupart des pays observe une part particulièrement élevée de leurs transferts de fonds en provenance de Russie, ce qui confirme les résultats de la partie I.1. Au Kazakhstan, les migrants en provenance de Russie participent ainsi à 72% des transferts de fonds globaux reçus par le pays. Les pays membres de l'Union européenne, ainsi que la Moldavie, se démarquent, avec une contribution plus faible des transferts de fonds en provenance de Russie et une part plus élevée de ceux venant des pays européens.

Il apparaît que les transferts de fonds en Europe de l'Est sont essentiellement transmis par le circuit informel (comme le système Hawala) : 80% en Arménie (PA Consulting Group, 2006) ou près de 50% en Moldavie (Orozco, 2007). Pour la plupart des pays, les frais de transaction pour l'envoi de transferts de fonds provenant de Russie sont autour de 2%⁹. Les frais sont plus faibles de la Russie vers l'Ukraine (1,68%) ou de la Russie vers l'Arménie (1,74%). Les états baltes se démarquent là encore nettement avec par exemple des frais de 7,29% pour les transferts de la Russie vers la Lituanie.

I.3. Qualité des institutions au sein des pays étudiés

En 1991, nous assistons à la fin de l'URSS. Quinze républiques deviennent alors indépendantes et ont dû gérer la sortie du système soviétique et une véritable rupture idéologique. Ainsi, les pays membres de l'ex URSS ont été confrontés au passage d'une économie planifiée et centralisée à une économie de marché.

La mesure de la qualité des institutions dans un pays peut poser des problèmes empiriques pour deux raisons essentielles (Edison, 2003) : (i) la mesure de certains indicateurs peut être subjective car les données utilisées sont essentiellement qualitatives. Par exemple si on tient compte de la qualité de la gestion des affaires publiques ; (ii) les

⁹ Toutes les données concernant dans cette partie les frais de transaction proviennent du site de la Banque Mondiale « Remittances Prices » pour le quatrième trimestre 2014.

institutions sont endogènes aux pays : « *il appartient aux pays de mobiliser du temps et des ressources pour se doter de bonnes institutions ; en d'autres termes les pays riches ont plus de chances d'avoir de bonnes institutions* ». (Edison, 2003, p .37).

La Banque mondiale a défini six indicateurs afin de mesurer la qualité de la gouvernance dans un pays (Worldwide Governance Indicators). Chaque indicateur est calculé à partir de plusieurs sources d'instituts nationaux : (i) Voice and Accountabilities : être à l'écoute et rendre compte ; (ii) Political Stability/No violence : Stabilité politique et non-violence ; (iii) Government Effectiveness : Efficacité du gouvernement ; (iv) Regulatory Quality : Qualité de la réglementation ; (v) Rule of Law : Etat de droit ; (vi) Control of corruption : Contrôle de la corruption.

Le tableau 4 introduit pour 2013 le classement des pays étudiés selon ces six indicateurs. Pour permettre d'effectuer une comparaison, nous avons également inclus les valeurs moyennes pour les pays à haut revenu membres de l'OCDE, les pays à bas revenus, ceux à revenus moyens et ceux appartenant à l'Afrique subsaharienne.

Il apparaît que, de façon générale, les pays de notre étude se rapprochent des pays à revenus moyens (du haut ou du bas du classement). Pour les indicateurs 1 (Voice and Accountabilities) et 6 (Control of corruption), on se rapproche même du classement des pays subsahariens. Pour la plupart des pays de notre étude, le cadre institutionnel (environnement politique, juridique ou économique en particulier) semble peu propice aux investissements comme les transferts de fonds.

La qualité de la gouvernance et des institutions des quinze pays étudiés est cependant hétérogène. Les pays baltes et la Géorgie se rapprochent ainsi des pays développés à hauts revenus avec une qualité des institutions jugée très satisfaisante (sauf pour le critère 2 de stabilité politique et de non-violence pour la Géorgie). A l'opposé, le Turkménistan et

l'Ouzbékistan se démarquent pour tous les indicateurs retenus (sauf le second pour le Turkménistan) avec une gouvernance particulièrement défailante.

Tableau 4: Classement des pays retenus selon les six indicateurs mesurant la qualité de la gouvernance (2013)

P-Rank	Percentile rank among all countries (ranges from 0 (lowest) to 100 (highest) rank)					
	1	2	3	4	5	6
Armenia	29	50	58	59	45	40
Azerbaijan	11	33	39	35	30	19
Belarus	6	46	17	14	20	37
Estonia	85	68	78	90	86	81
Georgia	54	31	69	74	54	66
Kazakhstan	14	37	35	37	31	20
Kyrgyz Republic	30	19	29	42	13	11
Latvia	70	64	76	80	73	64
Lithuania	75	76	74	84	74	67
Moldova	45	45	41	49	43	24
Russian Federation	19	22	43	37	25	17
Tajikistan	7	15	15	15	10	10
Turkmenistan	1	54	10	1	7	4
Ukraine	37	21	30	29	23	12
Uzbekistan	2	27	18	3	11	8
High Income OECD	87	76	87	88	87	85
Low Income	23	23	18	23	19	19
Lower Middle Income	40	39	33	32	34	35
Upper Middle Income	49	49	52	49	49	50
Sub Saharan Africa	32	34	27	30	29	30

Source : Worldwide Governance Indicators, World Bank, 2013.

Après avoir effectué un état des lieux des migrations, des transferts de fonds et de la qualité des institutions au sein des pays retenus, il s'agit maintenant de réaliser une analyse économétrique afin notamment de tenir compte de l'effet des transferts de fonds sur la croissance puis de voir si la qualité des institutions peut jouer un rôle sur cette relation.

II- Estimation du modèle économétrique et résultats

II.1. Le Modèle

Pour l'estimation de notre modèle, nous allons nous baser sur le modèle de Mankiw *et al.* (1992) en partant de l'équation de production suivante:

$$Y(t) = F(K(t), H(t), A(t)L(t)) = k(t)^\alpha H(t)^\beta (A(t)L(t))^{1-\alpha-\beta} \quad (1) \quad \text{avec}$$

$$\alpha > 0, \beta > 0 \text{ et } \alpha + \beta < 1$$

Avec :

Y : représente la production ; K : le Capital ; H : le capital humain ; A : le progrès technique ;

L : le travail ; et t : le temps.

L'offre de travail et la technologie sont supposées exogènes et évoluent de la manière suivante :

$$A(t) = A(0)e^{\pi t} \quad (2)$$

$$L(t) = L(0)e^{\theta t} \quad (3)$$

Sous l'hypothèse des rendements constants la fonction de production par tête peut s'écrire:

$$y(t) = f(k(t), h(t)) = k(t)^\alpha h(t)^\beta \quad (4)$$

Où :

k est le capital par tête et h est la part du capital humain dans la population.

Econométriquement, nous allons adapter l'équation 4 pour des données de panel, dans le cas des pays de l'ex URSS. De ce fait, l'équation (4) peut s'écrire comme suit :

$$\log y_{it} = \alpha \log k_{it} + \beta \log(h_{it}) + \gamma_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)$$

$$\text{avec } \varepsilon_{it} \rightarrow N(0, \sigma)$$

Les innovations ε_{it} sont considérées comme étant indépendantes et identiquement identifiées.

II.2. Choix des variables explicatives

Le modèle représenté par l'équation (5) met en évidence la relation entre le capital physique, le capital humain et le PIB par tête. En effet, une mesure de formation des travailleurs peut être utilisée estimer le capital humain, tel que l'ont montré Mankiw *et al.* (1992) et Temple (2001). L'éducation et la formation sont considérées comme un élément majeur dans la croissance économique. D'autres sources habituelles de la croissance économique ont été ajoutées au modèle (5), à savoir le degré d'ouverture de l'économie, les investissements directs étrangers (IDE), le développement financier (DF). De même, les transferts de fonds reçus et la stabilité politique du pays sont également introduits.

Pour le degré d'ouverture, nous allons mesurer le degré d'ouverture par l'ensemble des flux commerciaux rapporté au PIB. Dollar (1992) et Edwards (1989) soutiennent l'idée selon laquelle une hausse du degré d'ouverture engendre une hausse de la croissance économique. Un pays qui s'ouvre davantage au commerce international peut bénéficier des connaissances technologiques et peut également avoir un accès à des marchés plus grands. Concernant les IDE, ils peuvent impacter la croissance économique dans les pays d'accueil. Plusieurs études ont étudié l'effet des IDE sur la croissance économique (Balasubramanayam *et al.*, 1996 ; Alfaro *et al.*, 2003). De même, des études montrent que le développement financier favorise la croissance économique (Deisting *et al.*, 2012). Néanmoins, la relation entre les transferts fonds et le développement financier peut être substituable ou complémentaire. L'hypothèse de substituabilité sera testée dans ce papier.

Les principaux objectifs de cet article sont : (i) d'estimer l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique (Tansel et Yasar, 2010; Barajas *et al.*, 2009; Fayissa et Nsiah, 2008; Pradhan *et al.*, 2008) ; (ii) de voir si la stabilité politique et la croissance économique d'un pays sont liés (Alesina *et al.*, 1992). L'instabilité politique est considérée

dans la littérature économique comme un obstacle pour la croissance économique (Alesina, 1992) ; (iii) de mesurer l'interaction pouvant exister entre les transferts de fonds et la qualité des institutions. Pour mesurer la qualité des institutions, nous avons alors choisi de retenir, parmi les six indicateurs de gouvernance calculés par la Banque mondiale, celui qui nous semblait le plus pertinent à savoir la stabilité politique (indice 2 du tableau 4);

Pour détecter l'impact de l'environnement économique sur la croissance nous prenons l'inflation comme variable proxy. Les variables utilisées sont décrites par le tableau 5.

Tableau 5 : Variables explicatives retenues

Variables	Définitions	Sources
Trade	Flux commerciaux (% du PIB)	World Bank
K	Capital physique (% du PIB)	World Bank
IPC	Inflation (% annuel)	World Bank
FDI	Investissement direct à l'étranger (% du PIB)	World Bank
Remit	Transferts de fonds reçus (% du PIB)	World Bank
H	Capital humain. Taux de scolarisation dans le tertiaire	World Bank
FD	Crédit domestique provenant du secteur bancaire (% du PIB)	World Bank
PStability	Stabilité politique	Worldwide Governance Indicators (WGI)

II.3. Données

Des données annuelles ont été mobilisées pour 12 pays de l'ex URSS à savoir : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, La Biélorussie, l'Estonie, la Géorgie, le Kazakhstan, la Lettonie, la Lituanie, Le Kirghizistan, la Moldavie, le Tadjikistan et l'Ukraine pour un panel non cylindré.

La production est mesurée par le PIB par tête en dollar constant. Le capital humain est représenté par le pourcentage du nombre inscrit dans l'enseignement supérieur par rapport à la

population globale. Les transferts de fonds sont mesurés par les transferts interpersonnels et rapportés au PIB. Concernant la variable « trade », nous avons utilisé la somme des flux de marchandises rapportée au PIB. L'inflation est mesurée par l'indice des prix à la consommation. Pour capter le niveau de développement financier, estimer son effet sur la croissance économique et évaluer également les interactions avec les transferts de fonds sur la performance économique, nous avons pris la part des crédits accordés par le secteur bancaire dans le PIB.

La variable liée à la stabilité politique (Cf indice 2 du tableau 4) varie entre -2,5 et + 2,5. Si la valeur est proche de -2.5, cela signifie que la probabilité d'insécurité et d'instabilité politique est forte. A l'inverse, si l'indicateur est proche de +2,5 la probabilité d'instabilité politique et de violence est faible. Pour les pays étudiés cet indicateur varie entre -1.38 et 1.01. Dans notre échantillon, la Lituanie représente le risque le plus faible, comme le montrait le classement du tableau 4 pour l'indice 2. Au Tadjikistan, le risque d'instabilité politique est plus fort. Les statistiques descriptives des variables utilisées sont données dans le tableau 6.

Tableau 6 : statistiques descriptives

	MIN	Moyenne	Ecart type	1er quartile	3ème quartile	MAX
Y	1069.989	8449.257	6360.093	2971.58	12527.063	24374.02
K	9.382	26.622	8.282	21.157	32.018	57.990
H	17.804	51.497	20.266	37.680	70.254	85.697
Remit	0.094	9.323	11.966	1.6799	10.709	51.999
Trade	33.629	88.876	25.829	68.352	107.580	155.092
FDI	-0.277	7.177	6.708	3.5339	8.765	45.1498
IPC	-1.145	7.7194	6.533	4.012	10.005	53.228
FD	5.559	38.654	26.173	17.925	54.050	104.417
PStability	-1.38	-0.136	0.681	-0.675	0.515	1.01

Source : nos calculs

Pour éviter le problème d'hétéroscédasticité intragroupe et la corrélation des résidus nous allons utiliser le modèle FGLS « *General Feasible Generalized Least Squares* ». Cette

technique permet d'estimer le modèle en deux étapes. La première étape permet de récupérer les résidus estimés afin de l'utiliser dans l'estimation de matrice des variances et covariances

$$(\hat{V} = I_n \otimes \hat{\Omega}). \text{ Avec } \hat{\Omega} = \sum \frac{\hat{u}_{it} \hat{u}_{it}^T}{n}.$$

Les résultats des estimations sont présentés au tableau 7.

II.4. Résultats et discussions

D'abord, les résultats donnés dans le tableau 7 montrent que les transferts de fond ont un impact significatif et négatif sur la croissance. Cet effet peut s'expliquer en particulier par des comportements d'aléa moral. Ainsi, les habitants des pays étudiés profiteraient de l'envoi d'argent comme d'un système d'assurance face à leurs besoins quotidiens ou plus inhabituels et pourraient être incités à ne plus (ou moins) travailler. Ce résultat corrobore celui issu des travaux de Chami *et al.* (2005). Pour tester éventuellement l'effet de seuil des transferts de fonds sur la croissance économique, la variable transferts de fonds au carré est intégrée dans nos estimations. Les résultats des estimations montrent que l'effet de la variable au carré est négatif et significatif. Ceci démontre que la relation entre les transferts de fonds et la richesse par tête est de type « U » inversée.

La stabilité politique joue un rôle important dans la croissance économique puisque son effet sur le PIB par tête est positif et significatif. Ce résultat confirme celui obtenu par Aisen et Veiga (2011). Dans ce sens, l'instabilité politique est considérée comme un frein à la croissance économique. En ce qui concerne l'interaction entre les transferts de fonds et la stabilité politique, les résultats montrent un effet positif : l'impact des transferts de fonds sur la croissance est plus favorable si la stabilité politique d'un pays est satisfaisante. D'une manière générale, la qualité des institutions joue donc un rôle significatif et positif sur l'effet des transferts de fonds dans un pays. En d'autres termes, les effets positifs des transferts de fonds sur la croissance économique dépendent de la stabilité politique.

Tableau 7 : Résultats économétriques « General FGLS estimators for panel data »

Variable dépendante : PIB par tête						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
k	0.401*** (0.012)	0.351*** (0.015)	0.295*** (0.030)	0.389*** (0.031)	0.685*** (0.02)	0.713 *** (0.022)
H	1.175*** (0.010)	0.677*** (0.017)	0.397*** (0.041)	0.522*** (0.033)	0.541*** (0.02)	0.085 *** (0.025)
Remit		-0.306*** (0.002)	-0.294*** (0.010)		-0.153*** (0.015)	-0.140 *** (0.0040)
Trade		0.190*** (0.015)	0.195*** (0.025)	0.207*** (0.038)	0.685*** (0.03)	0.506 *** (0.024)
FDI			0.001 (0.002)	-0.003** (0.001)	-0.0005*** (0.0001)	-0.069 (0.0072)
IPC			-0.0003 (0.0006)	0.003 (0.001)	0.0003*** (0.00009)	-0.0018*** (0.001)
FD			0.206*** (0.017)	0.216*** (0.0261)		0.071*** (0.032)
Remit^2						-0.116 *** (0.0023)
PStability			0.088*** (0.018)			
Remit* PStability				0.025*** (0.0021)		
Remit*FD					-0.00009*** (0.000005)	
Residual Sum of Squares	40.396	21.351	16.318	21.667	13.168	9.6715
Multiple R-squared:	0.53423	0.75	0.77	0.70	0.81	0.87

Unbalanced Panel: n=12, T=6-10, N=108

() : t student. *** significativité à 1%, ** significativité à 5%, * significativité à 10%.

Comme nous l'avons vu, la relation entre le développement financier et les transferts de fonds peut être complémentaire ou substituable. Nos résultats montrent la substituabilité entre les transferts de fonds et le développement financier, comme les résultats trouvés par Giuliano et Ruiz-Arranz (2005). Cette substituabilité indique que les transferts de fonds ne participent pas au développement du crédit. Dans ce cas, les familles de migrants peuvent avoir recours à des financements de projets d'investissement par des transferts de fonds. Nos résultats indiquent également que les transferts de fonds peuvent avoir un effet positif sur la croissance dans les pays dont le développement financier est faible.

De plus, il ressort de nos estimations d'autres effets des variables retenues sur la croissance. Si la plupart des résultats obtenus semblent correspondre à ceux que l'on pourrait attendre¹⁰, nous voyons que l'impact des IDE est non significatif ou négatif selon les estimations du tableau 7, ce qui va dans le sens de l'impact négatif des transferts de fonds sur la croissance économique. L'OCDE (2002) explique que les IDE ont un impact plus limité sur la croissance dans les économies moins avancées. La qualité de différents paramètres sont nécessaires selon l'OCDE pour tirer profit des investissements étrangers comme le niveau d'éducation, de technologie, de santé ou encore le niveau de développement des marchés financiers. Mais l'OCDE parle surtout du besoin de transparence du pays d'accueil qui apparaît comme étant l'élément le plus important pour avoir un environnement favorable à l'investissement (OCDE, 2002, p.30), ce qui justifie qu'il faille renforcer les règles de bonne gouvernance. De façon générale, l'environnement économique, social, financier, politique ou juridique doit être favorable pour que les IDE aient un impact positif sur la croissance, ce qui n'est pas le cas dans la plupart des pays de notre échantillon.

4. Conclusion

Le point de départ de notre article est d'abord de contribuer au débat existant au sein de la littérature économique sur l'effet des transferts de fonds sur la croissance économique dans les pays de l'ex URSS. De plus, l'idée est également de voir si la qualité des institutions de ces pays peut jouer un rôle sur cette relation.

Une première partie descriptive a permis d'analyser les flux des migrants au sein de l'ex bloc soviétique, de mesurer les transferts de fonds et d'étudier la qualité des institutions dans ces pays. Nous avons alors pu constater que le lien entre les pays de l'ex URSS était encore très fort, en termes de migrations et de transferts de fonds, puisque la grande majorité

¹⁰ Comme l'effet positif du capital, du capital humain ou des échanges commerciaux sur la croissance.

des migrants de cette zone partent vivre en Russie ou dans un autre pays de la CEI. Cependant ici les pays baltes se différencient en s'étant rapprochés des pays de l'Union européenne. La crise actuelle entre la Russie et l'Ukraine aura certainement aussi des impacts en termes de migrations et de transferts de fonds entre ces deux pays. Enfin, en mettant en exergue les indicateurs de la Banque mondiale pour mesurer la qualité de la gouvernance dans les pays de notre échantillon, nous avons pu constater que globalement celle-ci n'est pas satisfaisante. Le cadre institutionnel est donc dans l'ensemble peu propice pour accueillir des investissements comme les transferts de fonds ou les IDE.

Dans un second temps, l'analyse empirique a été effectuée en utilisant la méthode des moindres carrés généralisés pour des données de panel. Trois principaux résultats ressortent de notre estimation : (i) les transferts de fonds ont un effet significatif et négatif sur la croissance économique, comme l'avaient démontré plusieurs auteurs (comme Chami *et al*, 2003) ; (ii) l'impact de cette relation dépend de la stabilité politique du pays. Autrement dit l'impact des transferts de fonds sur la croissance sera plus favorable dans un pays où la stabilité politique est plus élevée qu'un autre ; (iii) enfin, comme nous pouvions l'attendre, la stabilité politique agit favorablement sur la croissance économique.

Il apparaît donc particulièrement important pour les pays de l'ex URSS de mettre l'accent sur la qualité de leurs institutions. Cependant, la volonté politique dans ces pays n'est pas toujours présente pour aller dans ce sens.

Bibliographie

- Acemoglu, D., Johnson, S. and Robinson, J.A., 2001, “The Colonial origins of comparative development: An Empirical Investigation”, *American Economic Review*, 91, 1369-1401.
- Acosta, P. A., Lartey, E., and Mandelman, F., 2007, “Remittances and the Dutch Disease”, Federal Reserve Bank of Atlanta Working Paper.
- Adams, R.H Jr., Cuecuecha, A, and Page, J., 2008, “Remittances, Consumption and Investment in Ghana”, World Bank Policy Research working paper (WPS 4515), February.
- Adams, R.H Jr., Page, J., 2005, “Do International Migration, Remittance Reduce Poverty in Developing Countries”, World Bank: World Development, 33(10), 1645-1669.
- Adams, R.H Jr., 1991, “The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality and Development in Rural Egypt”, Research Report 86, Washington, DC: International Food Policy Research Institute.
- Aisen, A., Veiga, F., 2011, “How Does Political Instability Affect Economic Growth?” IMF Working Paper 11/12.
- Alesina, A., Ozler, S., Roubini, N. and Swagel, P., 1992, “Political instability and economic growth.” *Journal of Economic Growth* , 189–211.
- Alfaro, L., Chanda, A., Kalemli-Ozcan, S., and Sayek., S., 2003, “FDI and Economic Growth The Role of Local Financial Markets.” *Journal of International Economics*.
- Avril, P., 2013, “Une marche russe contre l’immigration à Moscou”, *Le Figaro*, Novembre 2013.
- Balasubramanayam, V. N., Salisu, M., and Spasford, D., 1996, “Foreign Direct investment and Growth in EP and IS Countries.” *Economic Journal*, 106: 92-105.

- Banaian, K., Roberts, B.W., 2004, “Remittances in Armenia: Size, Impacts, and Measures to Enhance Their Contribution to Development”, USAID.
- Barajas, A., Chami, R., Fullenkamp, C., Gapen, M., Montiel, P., 2009, “Do workers’ remittances promote economic growth?”, International Monetary Fund Working Paper No.WP/09/153, Washington DC: International Monetary Fund.
- Bouoiyour, J., Miftah, A., 2013, "Transferts de fonds, éducation et travail des enfants au Maroc. Une analyse par score de propension", Working Papers 2012-2013_5, CATT - UPPA - Université de Pau et des Pays de l'Adour, revised Apr 2013.
- Chami, R., Fullenkamp, C., and Jahjah, S., 2003, "Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development?", IMF Working Papers 03/189 (Washington: International Monetary Fund).
- Chami, R., Fullenkamp, C. Jahjah, S., 2005, “Are Immigrant Remittance Flows a Source of Capital for Development”, IMF Staff Papers, 52(1).
- De Haas, H., (2005), International migration, remittances and development: Myths and facts. *Third World Quarterly*, 26(8), 1269-1284.
- Deisting, F., Makhoul, F., Naamane, A., 2012, "Développement financier, flux financiers et croissance économique", Working Papers 2011-2012_10, CATT - UPPA - Université de Pau et des Pays de l'Adour, revised Jun 2012.
- Dessy, S., Rabeloma, T., 2009, "Immigration Policy, Remittances, and Growth in the Migrant-Sending Country", *Cahiers de recherche 0915, CIRPEE*.
- Dollar, D., 1992, "Outward-Oriented Developing Economies Really Do Grow More Rapidly: Evidence from 95 LDCs, 1976-1985," *Economic Development and Cultural Change*, University of Chicago Press, 40(3), 523-544.
- Edison, H., 2003, “Qualité des institutions et résultats économiques : un lien vraiment étroit ? ”, FMI, Finances et Développement.

- Edwards, S., 1989, “Real exchange rates. Devaluation and adjustment: exchange rate policy in Developing Countries”, MIT Press, Cambridge, Massachusetts.
- Faini, R., 2002, “Migration, remittances and growth”, Paper presented at UNU-WIDER Conference on Poverty, International Migration and Asylum, 27-28 September, Helsinki.
- Fayissa, B., Nsiah, C., 2008, “The Impact of Remittances on Economic Growth and Development in Africa”, Working Papers , Middle Tennessee State University, Department of Economics and Finance.
- Giuliano, P., Ruiz Arranz, M., 2005, “Remittances, Financial Development and Growth.” International Monetary Fund, Working Paper.
- Glytsos, N., 2002, “The Role of Migrant Remittances in Development: Evidence for Mediterranean Countries”, *International Migration*, 40 (1).
- International Monetary Fund, 2005, World Economic Outlook, April 2005: Globalization and External Imbalances, World Economic and Financial Surveys Washington.
- Knack, S., and Keefer, P., 1995, “Institutions and Economic performance: cross-country test using alternative institutional measures”, *Economics and Politics*, 7(3), 207-227.
- Korobkov, A., Zaïontchkovskaïa, J., 2004, “The Changes in the Migration Patterns in the Post-Soviet States ; the First Decade”, *Communist and Post-Communist Studies*, Vol 37.
- La Porta, R., Lopez-de-Silanes, F., Shleifer, A. and Vishny, R.W., 1997, “Legal determinants of external finance”, *Journal of Finance*, 52(3), 1131-1150.
- León-Ledesma, M., Piracha, M., 2004, “Role of remittances in Eastern Europe”, *International Migration*, 42(4), 65-83.

- Lopez-Cordova, J. E., 2004, “Globalization, Migration and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances”, *Econometric Society 2004 Latin American Meetings* 82, Econometric Society.
- Lucas, R.E.B., 2005, *International Migration and Economic Development*, Edward Elgar Publishing.
- Mankiw, N.G., Romer, D., Weil, D., 1992, “A contribution to the empirics of economic growth“, *Quarterly Journal of Econometrics*, CVII, 407-437.
- Medina, C., Cardona, L., (2010), *The Effects of Remittances on Household Consumption, Education Attendance and Living Standards: The case of Colombia*, *Lecturas de Economias*.
- Montiel, P., 2006, “Workers’ Remittances and the Long-Run Equilibrium Real Exchange Rate: Analytical Issues,” Williams College, mimeo.
- Mughal, M., Makhoul, F., 2013, “Labour market effects of foreign and internal remittances – Case study of Pakistan”, *International Review of Applied Economics*, September.
- Mughal, M., Diawara, B., 2011, "Human capital and the adoption of information and communications technologies: Evidence from investment climate survey of Pakistan," *Economics Discussion Papers 2011-21*, Kiel Institute for the World Economy.
- OCDE, 2002, *L’investissement direct étranger au service du développement : optimiser les avantages minimiser les coûts*, Paris.
- Organisation Internationale pour les migrations, 2009, *Législations relatives à l’immigration légale dans les 27 pays membres de l’Union européenne*, Suisse.
- Orozco, M., 2007, “Looking Forward and Including Migration in Development: Remittance Leveraging Opportunities for Moldova.” *The International Organization for Migration*.

- PA Consulting Group, 2006, “Remittances to Armenia—Final Report.” A report prepared for USAID/Armenia.
- Pradhan, G., Upadhyay, M., Upadhyaya, K., 2008, “Remittances and economic growth in developing countries”, *The European Journal of Development Research*, 20(3), 497-506.
- Quartey, P., Blanson, T, 2004, “Do migrant Remittances Minimize the impact of Macro-volatility on the submitted to the Global Development Network”.
- Ratha, D., 2013, *The impact of remittances on economic growth and poverty reduction*. Washington, DC: Migration Policy Institute.
- Rodriguez, E.R., 1998, “International Migration and Income Distribution in the Philippines”, *Role of Remittances in Eastern Europe*”, *International Migration*, 42(4): 65-84.
- Tansel, A., Yasar, P., 2010, “Macroeconomic impact of remittances on output growth: Evidence from Turkey” *Migration Letters*, Migration Letters and The London Publishers, London, UK, 7(2), 132-143.
- Temple, J., 2001, "Effet de l'éducation et du capital social sur la croissance dans les pays de l'OCDE", *Revue économique de l'OCDE*, OECD Publishing, 2001(2), 59-110.
- World bank, 2014, *Migration and Remittances : Recent Developments and Outlook* Special Topic : Forced Migration, Migration and Development Brief.
- World Bank, 2013, *Migration and Remittance flows : Recent Trends and Outlook, 2013-2016*, migration and Remittances Team, Development Prospects Group.
- World Bank, 2007, *Migration and Remittances. Eastern Europe and the Soviet Union*. Washington DC: World Bank.
- World Bank, 2006, *Migration and remittances : Eastern Europe and the Former Soviet Union*, Edited by MANSOOR, A., and QUILLIN, B.